

**M. Stewart:** Puis-je poser une question au député? L'augmentation des dépenses fédérales qu'il vient de nous signaler comprend-elle les paiements de transfert versés aux provinces par le gouvernement fédéral?

**M. Orlikow:** Oui, il va sans dire, et la Nouvelle-Écosse a touché un montant considérable. Je ne veux pas passer tout mon temps sur ce sujet. Je veux simplement tenter de donner aux membres de l'opposition officielle un certain sens des réalités. La province d'Ontario, qui a eu un gouvernement conservateur pendant 25 ans, a dépensé en 1958 juste un peu plus d'un milliard de dollars. L'an passé, avant que M. Robarts entreprenne sa campagne électorale et fasse tous les jours une promesse, promesses qui vont coûter des centaines de millions de dollars, l'Ontario avait dépensé 2.193 milliards, soit une augmentation dépassant de beaucoup les 100 p. 100.

J'aimerais maintenant faire l'éloge de la province du Manitoba aux membres de l'opposition officielle. Cette province, qui avait comme premier ministre M. Roblin lequel, selon le *Globe and Mail* de la fin de semaine dernière, agit comme ministre fantôme des Finances de l'opposition officielle, a enregistré en 1957-1958, soit l'année d'entrée en fonction de M. Roblin, des dépenses de l'ordre de 80 millions de dollars. Les dépenses du Manitoba pour l'année 1967-1968 se sont élevées à 354 millions, ce qui représente, suivant un calcul rapide, une majoration de 450 p. 100.

Je ne reproche pas à M. Roblin les dépenses de certaines années. J'ai été député à l'Assemblée législative du Manitoba pendant une partie de cette période, et j'ai même engagé M. Roblin à dépenser davantage. Toutefois, je dirai aux membres de l'opposition officielle que s'ils veulent se conformer à la nouvelle image dont les journaux font état, s'ils veulent faire figure de remplaçants possibles du gouvernement, ils devront se montrer logiques. Ils ne peuvent engager le gouvernement fédéral à réduire consciencieusement ses dépenses et ses programmes, si, concurrentement les gouvernements provinciaux conservateurs accroissent leurs services. Si, comme ils l'ont fait aujourd'hui pendant la période des questions, les membres de l'opposition officielle mentionnent des programmes qui devraient être retranchés, ils devront, la semaine prochaine, lors du débat sur le budget, nous dire quels programmes, à leur avis, devraient être supprimés.

• (3.50 p.m.)

Devrions-nous cesser de verser aux cultivateurs une subvention à l'égard du blé, subvention annoncée par le gouvernement la semaine dernière? Je voudrais connaître l'avis des députés conservateurs de l'Ouest canadien. Pensent-ils qu'il faudrait cesser de verser cette prime à cause des dépenses excessives du gouvernement? Je voudrais entendre les députés du Cap-Breton. Devrions-nous interrompre le versement des subventions versées afin de soutenir l'exploitation des houillères et aider les mineurs à conserver leur emploi? Je voudrais entendre ces députés en parler.

Je me souviens que le député de Bow-River (M. Woolliams) et le député de Macleod (M. Kindt) ont demandé au cours des derniers mois au ministre des Transports de subventionner le charbon expédié par chemin de fer des mines de l'Alberta jusqu'à Vancouver, en vue de le vendre au Japon. Veulent-ils que le gouvernement canadien cesse de subventionner l'expédition du charbon? Si tel est le cas, qu'ils se prononcent à ce sujet.

Les députés d'Halifax et d'Esquimalt-Saanich veulent-ils amputer d'un milliard ou d'un demi-milliard le budget du ministère de la Défense nationale? C'est à eux de nous le dire, car, alors, les gens qui travaillent pour la marine à Halifax et à Victoria seront mis à pied. Que ces députés parlent et nous disent s'ils veulent sérieusement qu'on réduise les dépenses.

**M. Forrestall:** Que feriez-vous vous-même?

**M. Orlikow:** Je ne crois pas que la crise du logement soit causée par un surcroît de dépenses du gouvernement. Si les choses que vous dites depuis quelques jours, vous les croyez, vous avez le devoir de parler en tant que membres de l'opposition officielle.

J'en viens maintenant à ce que le ministre du Travail et le ministre des Finances (M. Sharp) disaient la semaine dernière, à savoir qu'il n'y a pas pénurie d'habitations au Canada, pas de crise du logement, excepté à Toronto. Monsieur l'Orateur, les ministres savent que ce n'est pas vrai.

J'ai ici trois reportages qui ont paru dans les journaux de Winnipeg depuis quelques mois. Celui qu'a publié la *Free Press* du 14 mars 1967 a trait à cette ville même. C'est le résumé d'une étude sur les conditions du logement dans la partie centrale de Winnipeg, représentée par mon collègue, le député de